

Aff N°: 2036807-A

N° chrono: 8

Date: 20/02/24

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

CLOS-COUVERT DU BATIMENT SAINT-LOUIS rue des Papeteries ANOULD (88)



MAITRE D'OUVRAGE

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE GRAND EST

RUE ROBERT BLUM - B.P. 245
54701 PONT A MOUSSON CEDEX

Maître d'ouvrage délégué

EPFGE-ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE GRAND
EST
Rue Robert Blum
54700 PONT A MOUSSON
France

Maître d'oeuvre

GROUPEMENT HEINRICH VON SPONECK & ALBERT
ABUT ARCHITECTURE
9 rue Legraverend
75012 PARIS
France

OPC

BSSI CONSEILS
8, rue Albert Einstein
Parc Saint Jacques II
54320 MAXEVILLE
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - NANCY
FRANCOIS DOMINIQUE
3, rue de l'Euron
54320 MAXEVILLE

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - Epinal
ANTOINE CEDRIC
16 quai Michelet
88025 EPINAL CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	31/03/22	PGC établi : En cours de consultation des entreprises	6
2	Aucun	19/02/24	Nouvelle rédaction du PGC : - Reprise des études 2024 et modifications projet du site et Transmission Dossier DCE du Moe en date du 12/02/2024 - Suppression de la notion de mutualisation d'échafaudage commun. -Allègement § COVID -Mise à jour travaux AMIANTE et PLOMB -Ajout notion de chantiers prévus	7
3	Aucun	20/02/24	Nouvelle rédaction du PGC : -Modification coordonnées OPC	8

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	16
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	20
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	22
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	22
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	24
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	25
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	25
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	26
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	29
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	30
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	39
4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS	39
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	40
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	40
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	42

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

42

7. ANNEXES**44**

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

44

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE
L'AMIANTE

49

7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

49

7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

49

7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

49

7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

49

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

CLOS-COUVERT DU BATIMENT SAINT-LOUIS rue des Papeteries - ANOULD (88)

Descriptif de l'opération :

CLOS-COUVERT DU BATIMENT SAINT-LOUIS rue des Papeteries 88650 ANOULD pour EPFGE
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU GRAND-EST rue Robert Blum BP 245 54701 PONT A MOUSSON
SITE DES PAPETERIES DU SOUCHE - TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU SITE

Calendrier :

Date début des travaux : Mai 2024

Durée totale des travaux : 8 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 8

Effectif pointe prévisible : 20

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Interdiction de survol

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Interdiction de survol

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
128	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
54	<p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Toutes entrep.		Durée chantier
145	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port des lunettes de sécurité etc...).</p> <p>Conditions de travail des entreprises étrangères</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

104	<p>Application de l'article L 1262-1 concernant le détachement temporairement des salariés sur le territoire national, à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié et que leur relation de travail subsiste pendant la période de détachement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Application de l'article R 1263-3: l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues au 1° et au 3° de l'article L 1262-1, adresse à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation, ou du premier lieu de l'activité si elle doit se poursuivre dans d'autres lieux, une déclaration réglementaire (voir modèle sur le site de l'Inspection du travail). • Article R 1263-5: la déclaration obligatoire prévue à l'article R. 1263-4 est accomplie avant le début de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie en langue française ou par transmission électronique. Elle se substitue à l'ensemble des obligations de déclaration prévues par le présent code, hormis celles prévues au présent chapitre. 	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
81	<p>Utilisation du personnel intérimaire</p> <p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. 	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
131	<p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p> <p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><u>A la charge du prestataire de service</u> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. <p>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</p>	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent

86	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteurs de grue, poseurs de filets, monteurs d'échafaudage, etc.</p> <p>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</p>	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
24	<p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre. Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'oeuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identité du demandeur et le motif de la visite - les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu - l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement - le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite - le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs - les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection. <p>Fournisseurs - Livreurs</p>		Avant interv.
148	<p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Avant interv.



77	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</p>	Toutes entrep.		Avt arriv. Ent
83	<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ; • afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention. <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
82	<p>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</p> <p>Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.</p> <p>Secteur prévu à ce jour</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
170	<p>L'accès au site est à ce jour est, en raison des autres opérations dont le démarrage n'est pas connu avec précisions, à prévoir du côté Nord</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
172	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation

171	Organisation générale Le plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
215	La base vie sera autre que celle de la société CARDEM actuelle, mais dont l'emplacement sera à définir en accord avec les différents acteurs de l'opération.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE Maître d'oeuvre	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
CLOTURE DE CHANTIER				
173	Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
174	Caractéristiques générales Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs et liaisonnés, de hauteur supérieure ou égale à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie: d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'activités et d'inactivité (nuit, week end, congés...) de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture. Les clôtures, portillon et portails situés en périphérie du site pourront être utilisés, et feront l'objet d'une attention toute particulière tout le long du chantier de démolition. Elles seront protégées, suivant nécessité, par l'entreprise titulaire du présent lot, par tout moyen, et seront remplacées à l'identique en cas de détérioration, et elles seront complétées suivant nécessité en fin de chantier afin de clôturer totalement le site.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
216	A prévoir d'éventuelles modifications en cours de chantier notamment en raison du démarrage des autres opérations du site	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE Maître d'oeuvre	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Durée chantier
219	Afin de garantir au Maître d'Ouvrage que l'accès au site est limité aux personnes autorisées, il est à prévoir que les portails et barrière d'entrée soient munis à minima d'un cadenas à code.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Durée chantier
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
175	Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5). Branchements provisoires	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

176	<p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.</p> <p>Nota: A vérifier si le compteur définitif est bien placé du côté Nord</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
Branchements				
177	<p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.</p> <p>Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers.</p> <p>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt arriv. Ent
178	<p><u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u></p> <p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche • Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé. • Ils seront suspendus ou sur pieds. • Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 m du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt arriv. Ent
179	<p><u>Eclairage des circulations</u></p> <p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt arriv. Ent
ZONE DE CANTONNEMENT				

180	Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
181	Installations communes de vie collective Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier . Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
217	 Les titulaires des lots de l'opération donneront en cours de période de préparation leurs effectifs de manière à ce que la base vie soit bien dimensionnée et soit conforme au code du travail; Nota il est prévu que l'effectif maximal serait de 20 compagnons. A confirmer si la présence de personnel féminin est possible.	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
182	Vestiaires Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté. Nota important : Le nombre d'armoires vestiaires à double compartiments doit toujours correspondre au nombre de personnels à l'instant "t", d'où il est à prévoir une installation pour le nombre maximal de compagnon.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
218	 Il est rappelé que chaque responsable d'entreprise doit fournir un cadenas à son personnel	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
183	Réfectoire Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. A minima :Trois appareils micro-ondes permettant de réchauffer les aliments seront à prévoir, ainsi que 2 réfrigérateurs. Rappel: Un point d'eau potable doit se trouver dans chaque bungalow réfectoire, ou fourniture de bonbonne d'eau.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
184	Installations communes d'hygiène Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
	Sanitaires			

185	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance raccordés et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p>Effectif de pointe prévisible: 20 personnes</p> <p>Veiller à en assurer l'entretien, et à le maintenir hors-gel. Le CSPS demande qu'un contrat d'entretien soit établi avec une société de nettoyage de manière que les sanitaires soient nettoyés quotidiennement ainsi que les réfectoires (y compris équipements micro-ondes et réfrigérateurs) et vestiaires.</p> <p><u>Lavabos</u></p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
186	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail), ceci pour un effectif de pointe prévisible de 20 personnes</p> <p>Veiller à en assurer l'entretien, et à les maintenir hors-gel.</p> <p><u>Douches</u></p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
187	<p>Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches doivent être mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail).</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avant interv.
188	<p>Salle de réunion</p> <p>Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans.</p> <p>Prévoir un nettoyage régulier.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
190	<p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</p> <p>L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement.</p> <p>Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure à la charge du lot GROS OEUVRE.</p> <p>Nota : En complément de ce contrat, le CSPS demande que le personnel chargé de l'entretien des locaux, y intervienne en fin de journée, pour refermer le chantier quotidiennement à son départ du site.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
NETTOYAGE DU CHANTIER				

118	<p>Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.</p> <p>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</p>	Toutes entrep.		Après interv.
189	<p>Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs.</p> <p>L'Entreprise de GROS OEUVRE ou l'entreprise désignée par le Maître d'œuvre, conformément à la Convention du Compte Prorata, assurera les entretiens et exécutera les nettoyages dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Coordonnateur SPS, aux frais de(s) entreprise(s) défaillante(s).</p>	Toutes entrep.		Après interv.

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
37	<p>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</p> <p>Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) :</p> <ul style="list-style-type: none"> déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. <p>Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr.</p> <p>La consultation du Télé- service est obligatoire.</p> <p>Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.</p>			Ph. préparation
65	<p>D.T.</p> <p>Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr.</p> <p>Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.</p> <p>Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux</p>	Maître d'ouvrage	Entrep. concernée	Ph. préparation

191	D.I.C.T. Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
38	DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION Les 4 domaines de tension sont : Pour l'alternatif : - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts - HTB > 50 000 Volts Pour le continu : - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts			
43	DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension: <ul style="list-style-type: none"> • DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) • DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) • DLVR : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) • DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir) • DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 			
120	DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION Zone 0 (DLI) : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque. Zone 1 (DLVS) : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone Zone 2 (DLVR) : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT Zone 3 (DMA) : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension Zone 4 (DMA) : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)			
	RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES			


14	<p>Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p> <p><u>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 m pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif) • 5 m pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif) • 1,50 m pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement. <p>Demande de mise hors tension</p>			
61	<p>Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : durée à préciser en fonction du planning prévisionnel et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116).</p> <p>Mise hors tension acceptée par l'exploitant</p>	Entrep. concernée	Tous interv.	Ph. préparation
159	<p>Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.4534-111 à R. 4534-116 du Code du Travail. Cette attestation sera à transmettre au coordonnateur de sécurité.</p> <p><u>Mise hors tension</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
53	<p>Sera obligatoirement effectuée par l'exploitant du réseau.</p> <p><u>Attestation de mise hors tension</u></p>			Avt arriv. Ent
125	<p>Une attestation écrite de mise hors tension du réseau électrique est obligatoirement signée et remise par l'exploitant au responsable de l'entreprise réalisant les travaux.</p> <p>Mise hors tension refusée par l'exploitant</p>		Entrep. concernée	Avt arriv. Ent
123	<p>Si l'exploitant, qui, pour une raison jugée impérieuse, refuse la mise hors tension de la ligne, de la canalisation ou de l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux sont prévus, fera connaître sa décision par écrit.</p> <p>Il sera alors impératif de mettre en place des mesures de prévention compensatrices en concertation et en accord avec l'exploitant, en application des articles R.4534-118 à R. 4534-125 du code du travail : respect des distances de sécurité, choix des itinéraires de circulation, mise en place de gabarit, signalisation, repérage et balisage des canalisations électriques enterrées, présence d'un surveillant de travaux compétent, consignes écrites de l'employeur, et toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.</p> <p><u>Choix des itinéraires de circulation des véhicules et engins</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt arriv. Ent
103	<p>Mettre en place des itinéraires de circulation des véhicules lourds et engins, fléchés et balisés, évitant les réseaux.</p> <p><u>Distances minimales de sécurité</u></p>		Toutes entrep.	
28	<p>Respecter les distances minimales de sécurité imposées par la réglementation.</p> <p><u>Gabarit - Signalisation</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

101	Mettre en place et signaler une structure rigide fixée, stabilisée et contreventée destinée à empêcher l'approche des travailleurs ou des équipements de travail qu'ils utilisent.		Toutes entrep.	Ph. préparation
3	<u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u> Repérer l'emplacement du réseau et réaliser un balisage sur le terrain par banderole, peinture, fanions, pancartes ou tout autre moyen efficace.		Toutes entrep.	Ph. préparation
117	<u>Consignes écrites de l'employeur</u> Chaque entreprise concernée rédigera obligatoirement une consigne écrite indiquant les mesures de prévention à mettre en place avant, pendant et après les travaux et la portera à la connaissance des intervenants en charge de l'exécution des travaux.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
192	RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avant interv.
193	Consigne Le Maître d'Ouvrage devra transmettre une attestation de toute déconnection des fluides intérieurs au bâtiment concerné par l'opération.	Maître d'ouvrage		Avt arriv. Ent
39	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.			Ph. préparation
194	Gaz : réseaux enterrés <u>Repérage et balisage des canalisations souterraines</u> Repérer l'emplacement du réseau et réaliser un balisage sur le terrain par banderole, peinture, fanions, pancartes ou tout autre moyen efficace.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
195	<u>Consignation de réseau</u> Procéder à la consignation des canalisations.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	
196	<u>Circulation : charge admissible sur le réseau</u> Si nécessaire, prévoir un renforcement de la couverture des canalisations afin de permettre aux engins et véhicules de circuler sans endommager les canalisations.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Ph. préparation
	CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER			

136	Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, fluviale, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.	Tous interv. Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier
32	Circulation routière Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.		Toutes entrep.	Durée chantier
76	<u>Signalisation du personnel</u> Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
137	<u>signalisation du chantier</u> Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route et des instructions interministérielles sur la signalisation routière et approuvée par le gestionnaire de la voirie.			Ph. préparation
45	<u>Maintenance de la signalisation</u> Désigner nominativement un responsable de la maintenance de la signalisation routière. Cet agent assurera de façon permanente, (pendant et en dehors des heures de travail), l'entretien de la signalisation et son évolution en fonction du déroulement des travaux. Communiquer les coordonnées personnelles de cet agent, aux gendarmeries, commissariats de police et services de voirie concernés par les travaux afin que son intervention puisse être requise à tout moment. En cas d'absence ou d'empêchement de cet agent, désigner un remplaçant dans les mêmes conditions.			Durée chantier
13	<u>Protections vis à vis de la circulation routière</u> Des dispositifs de protection (GBA, baliroad, merlon, etc...) seront mis en place pour protéger les travailleurs du chantier des risques liés à la circulation routière.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt arriv. Ent
35	Circulation piétonne Des riverains et des usagers seront amenés à se déplacer à pied sur et aux abords du chantier: prévoir des dispositifs propres à assurer leur sécurité.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUE BIOLOGIQUE COVID - 19			

197	<p>Au jour de la création du présent document, les prescriptions intégrées au guide OPPBTP sont suspendues en date du 14/03/2022.</p> <p>Cependant dans un soucis de précaution, il est demandé à l'ensemble des personnels et intervenant de conserver les gestes barrières et notamment le lavage des mains régulier et de veiller que les installations soient quotidiennement nettoyées et ventilées.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Avant interv.
205 	<p>SILICE CRISTALLINE</p> <p>La Silice Cristalline est un agent cancérigène, à ce titre il convient de prendre toutes les dispositions afin de réduire l'exposition des travailleurs aux poussières.</p> <p>Afin d'évaluer le risque d'exposition, il est nécessaire de faire réaliser des mesures d'empoussièrement par un organismes agréé. Les prélèvements sont réglementairement prévus sur l'opérateur, ce qui intègre les déplacements de ce dernier.</p> <p>Lorsque les circonstances imposent des prélèvements d'ambiance, ils doivent être effectués lorsque le risque est considéré comme maximal, par exemple au voisinage des sources d'émission.</p> <p>Pour les volumes de travaux importants (terrassment, VRD, démolition, ponçage de grande surface, sablage...), le travail à l'humide est un moyen efficace de réduction d'émission des poussières. Pour les travaux de faible importance (sciage, perçage, ponçage de petite surface...), la solution du captage des poussières à la source intégrée à l'outillage est à privilégier.</p> <p>L'usage des protections respiratoires est à mettre en oeuvre uniquement en complément des mesures de protection collective lorsque ces dernières s'avèrent insuffisantes pour respecter la VLEP.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
152	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
198	Fouilles - Tranchées Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde -corps sur toute leur longueur.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Durée chantier
105	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier... La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier. Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
89	Escaliers définitifs Privilégier la construction et la mise en place des escaliers définitifs de l'ouvrage, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux. Escaliers provisoires - Tours escaliers	Maître d'oeuvre		Durée chantier


199	 <p>Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p> <p>Echafaudage commun</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Durée chantier
200	<p>Le Maître d'Ouvrage a invoqué les incertitudes éventuelles de l'ensemble de l'opération et des opérations prévues sur le site, et notamment au regard planning pour ne pas faire prévoir d'échafaudage commun.</p> <p>Chaque entreprise mettra dans ce cas ses échafaudages et installations de façades en garantissant à son personnel une protection collective sur l'ensemble de sa zone d'intervention.</p> <p>Vérifications réglementaires : généralités</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
154	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p>Vérifications journalières</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
127	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
90	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ASCENSEUR / MONTE-CHARGES</p>			

63	La mise en service, pour les besoins du chantier, d'ascenseurs / monte-charges permet de limiter les risques de chute de hauteur, d'accident de plain-pied, ceux liés aux manutentions manuelles, aux TMS, et facilite les approvisionnements de chantier. Préalablement à leur mise en service, puis périodiquement durant le chantier, ces équipements devront faire l'objet des vérifications réglementaires de sécurité et des opérations d'entretien nécessaires à leur fonctionnement en sécurité.	Toutes entrep.		Avant interv.
69	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
102	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levages seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir justifier à tout moment de ces conformités. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
119	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
130	APPROVISIONNEMENTS Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches - Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux. Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs Le document DHOL sera pré-établi par le CSPS après confirmation des accès de chantier	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
214	 Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs Le document DHOL sera pré-établi par le CSPS après confirmation des accès de chantier	Coord.SPS	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
107	STOCKAGES Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile). Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit. Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI			

78	<p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
----	--	----------------	--	----------------

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
144	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute entreprise qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

52	<p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
2	<p>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES</p> <p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
201	<p>Réception des équipements d'accès temporaires</p> <p>Faire réceptionner les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception.</p> <p>Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :</p> <p><u>VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</u> examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p><u>VERIFICATIONS PERIODIQUES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p>Panneau d'identification</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

12	<p>Identifier chaque tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, par un panneau indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'entreprise ayant effectué le montage - la date et les noms des personnes ayant réceptionné la structure - les dates et noms des personnes ayant effectué les vérifications réglementaires de sécurité (avant mise ou remise en service, trimestrielles, journalières) - les noms et coordonnées téléphoniques de la personne que les utilisateurs peuvent joindre en cas de nécessité, liée en particulier à l'entretien et la sécurité de la structure. <p>Dossier à tenir à disposition sur le chantier</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
141	<p>Constituer et tenir à disposition sur le chantier le dossier prévu à l'article 4 de l'arrêté du 21 décembre 2004, comprenant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plans et instructions pour le montage, le démontage et le stockage, note de calcul de résistance et de stabilité si elle ne figure pas dans une notice du fabricant ou si le montage ne correspond pas à une configuration prise en compte dans la note de calcul du fabricant ; - informations relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer et notamment les charges à supporter qu'impliquent ces travaux (cahier des charges du lot échafaudage). - informations nécessaires à l'examen de montage et d'installation, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports et des ancrages, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation, à la nature du bûchage éventuel. - les compte-rendus de vérifications avant mise ou remise en service, trimestrielles et journalières. - le registre d'observations. <p>Vérifications journalières</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
124	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p> <p>Consigne d'utilisation</p>	Entrep. concernée		Avant interv.
40	<p>Informers les personnes utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, des consignes à respecter. Il est interdit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démonter ou modifier tout ou partie de la structure (montants, moises, contreventements, garde-corps, planchers, ancrages, etc...). Les modifications ne peuvent être réalisées que par des personnes compétentes désignées. Les demandes de modifications doivent être faites auprès de votre responsable de chantier. - effectuer des stockages sur les planchers : les matériels et matériaux ne doivent pas y être entreposés, les gravats et décombres doivent être évacués. - dépasser la charge admissible indiquée de manière visible sur les planchers. - utiliser ces équipements lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. - accéder à une structure en cours de montage, démontage ou transformation, si on n'est pas autorisé pour cela. <p>Informers chaque utilisateur qu'en cas d'anomalie ou de danger (protection manquante, déformation inquiétante, démontage partiel,...) il doit cesser l'utilisation de l'équipement et prévenir son responsable de chantier.</p> <p>Echelles portables</p>	Entrep. concernée		Avant interv.

138	<p>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.</p> <p>Les règles d'utilisation des échelles sont prévues dans le code du travail. Les principales dispositions sont : fixations en partie supérieure ou inférieure des montants, présence de dispositifs antidérapants, dépassement du niveau d'accès d'au moins un mètre ou mise en place d'une crosse de préhension.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
66	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une défektivité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
202	<p>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</p> <p>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - avant l'arrivée des corps d'état secondaires - périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an. <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Durée chantier
68	<p>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</p> <p>Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B) 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES			



84	<p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
203	<p>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de mise à disposition - les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc..... 	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
204	<p>Précision sur échafaudage</p> <p>Le fait d'absence de lot ou de mise en place d'échafaudage commun à un titulaire désigné de lot par le Maître d'Ouvrage, ne dispense pas les entreprises de s'entendre pour une mutualisation d'échafaudage, à la condition qu'un document spécifique soit bien établi et que chacun signe et accepte le PV de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

9	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
62	<p>Projection de matières</p> <p>Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection.</p> <p>A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.</p> <p>Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
15	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection.</p> <p>Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé.</p> <p>Fournir les équipements spécifiques.</p> <p>Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail.</p> <p>Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.</p> <p>S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum).</p> <p>Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur.</p> <p>Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation</p> <p>Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.</p> <p>Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING				

95	La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre		Ph. préparation
149	RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations. Ces moyens comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4). Découverte d'amiante en cours de travaux Les travaux initiaux de curage et de désamiantage ont été effectué lors d'une première phase. Les entreprises peuvent demander au Maître d'Ouvrage les rapports, documents de retraits et attestation de l'entreprise ayant procédé et effectué au désamiantageq. En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordinateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
206 	Les travaux initiaux de curage et de désamiantage ont été effectué lors d'une première phase. Les entreprises peuvent demander au Maître d'Ouvrage les rapports, documents de retraits et attestation de l'entreprise ayant procédé et effectué au désamiantageq. En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordinateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.	Toutes entrep.	Tous interv.	Durée chantier
133	RISQUES LIES AU PLOMB Les modes opératoires de traitement du plomb seront choisis par la MOE et les entreprises, après évaluation de risques, parmi les procédés suivants : <ul style="list-style-type: none"> Démolition totale du support avec les peintures au plomb. Démolition partielle Décapage chimique Décapage thermique Sablage Grattage, ponçage, piochage Recouvrement par doublage Recouvrement par une peinture ou un verni. Etc.... 	Tous interv.	Tous interv.	Avant interv.

59	Solutions de traitement retenues A ce stade de la conception, les choix de traitement retenus par la maîtrise d'œuvre sont détaillés dans les CCTP.	Maître d'oeuvre		Ph. préparation
27	Présence de plomb Utiliser des procédés limitant les émissions de fumées et poussières ou réaliser les opérations en enceinte fermée ou capter les émissions au plus près de leur source. Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussières, préférer un nettoyage à l'humide) ; Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire) ; Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail ; Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et la sortie. Mettre des douches à disposition des salariés. Changer les vêtements après le travail.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
213 	Plomb conservé Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : « DANGER PLOMB »	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
210 	RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser (http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux.	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
17	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.		Avant interv.
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR			

44	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p> <p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.</p> <p>Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
56	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
207	<p>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</p> <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empièvement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc.</p> <p>A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	Immédiat
155	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p> <p>Consignes d'utilisation des PEMP</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

75	<p>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. 	Toutes entrep.		Avant interv.
208	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES</p> <p>Trémies</p> <p>Prévoir des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes..)</p> <p>Mettre en place, signaler et fixer des protections efficaces, immédiatement après l'ouverture des trémies.</p>	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE		Durée chantier
71	<p>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de terre rapportée sur la zone de ses travaux - de réseaux ou canalisations enterrés - des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
80	<p>Blindage</p> <p>Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30 de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.</p>			Durée chantier
156	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PLATE-FORMES SUSPENDUES</p> <p>L'installation, l'utilisation et le repli des plates-formes suspendues manuelles ou motorisées respecteront les dispositions de la recommandation R433 et du code du travail.</p> <p>L'entreprise ayant recours à ces équipements, veillera tout particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • A la réalisation des vérifications réglementaires (mise et remise en service, périodiques) • A la formation des opérateurs (montage, démontage, modification sensible, utilisation) <p>Consignes d'utilisation des plate-formes</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

135	<p>N'employer pour l'utilisation que du personnel apte et spécifiquement formé.</p> <p>S'assurer de la bonne tenue et de la résistance des supports.</p> <p>Procéder ou faire procéder à la vérification de mise ou de remise en service.</p> <p>Définir les procédures d'évacuation du personnel en cas d'urgence.</p> <p>Signaler par un panneau l'interdiction d'accès à toute personne étrangère à ces opérations.</p> <p>Baliser au sol la zone à risque de chute d'objets depuis le poste de travail</p> <p>Réception des équipements</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
100	<p>Faire réceptionner les plateformes suspendues par chaque utilisateur avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception. Faire assurer l'entretien, transmettre les consignes d'utilisation.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
129	<p>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</p> <p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , - en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. <p>Travaux incompatibles</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
94	<p>Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles.</p> <p>Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité.</p> <p>Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
33	<p>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</p> <p>Nuisances dues au bruit :</p> <p>Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants.</p> <p>Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p>Nuisances dues aux poussières :</p> <p>Limitier les travaux occasionnant la production de poussières.</p> <p><u>En cas d'impossibilité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source. 	Toutes entrep.		Avant interv.
	TRAVAUX DE SOUDURE DANS LES ENCEINTES EXIGUES			

153	<p>Travail obligatoire à deux personnes : une à l'intérieur et l'autre à l'extérieur des locaux.</p> <p>Utiliser du matériel adapté aux travaux de soudure à effectuer (électrodes, tension de travail ...)</p> <p>Placer le poste de soudure à l'extérieur de l'enceinte sous la surveillance d'une personne qualifiée</p> <p>La protection de l'alimentation du poste disposera d'un disjoncteur différentiel haute sensibilité (30 mA).</p> <p>Des moyens de protection incendie seront disponibles à proximité</p> <p>Port obligatoire des EPI (gants, tablier, lunettes) appareil respiratoire si besoin</p> <p>Mettre en oeuvre une buse de captage mobile des fumées associée à une ventilation forcée</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
5	<p>UTILISATION DE MATERIEL ELECTRIQUE EN ENCEINTE TRES CONDUCTRICE</p> <p>Les travaux en enceinte conductrice exigüe telle que vide sanitaire, fosse d'ascenseur, cuve, réservoir, etc..... nécessitent obligatoirement l'utilisation d'appareils électroportatifs alimentés en TBT de sécurité. En cas d'impossibilité (puissance délivrée insuffisante) les appareils utilisés seront pneumatiques ou alimentés chacun par un transformateur à séparation de circuit placé à l'extérieur de l'enceinte..</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
147	<p>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE</p> <p>Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
51	<p>Cas exceptionnel d'utilisation d'un moteur thermique à l'intérieur d'un espace mal ventilé</p> <p><u>Rappel de la règle de base : l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des locaux.</u></p> <p>Dans le cas exceptionnel où le respect de cette règle s'avérerait techniquement impossible, l'entreprise mettra en œuvre les modes opératoires et mesures de prévention habituellement préconisés lors des travaux en espace confiné, qu'elle détaillera dans son PPSPS, en se référant aux mesures générales de prévention rappelées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planifier impérativement les travaux sans co-activité. • Evacuer les gaz d'échappement vers l'extérieur. • Mettre en place une ventilation mécanique propre à éliminer les gaz toxiques produits. • Mettre en place une détection permanente de gaz (CO, autres gaz selon la situation, le lieu d'intervention, etc...). • Former le personnel intervenant. • Prévoir un surveillant de travaux posté à l'extérieur des locaux. • Prévoir un moyen de communication entre intervenants et surveillant. • Etablir une consigne de travail écrite, expliquant le mode opératoire, ainsi que les dispositions pour porter secours en cas de besoin. • Respecter les procédures en vigueur imposées par l'exploitant des locaux, si elles existent. 	Toutes entrep.		Avant interv.
	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX			

85	<p>Lors de la mise en oeuvre d'un produit dangereux sur le chantier, se conformer scrupuleusement aux mesures de prévention indiquées dans la fiche de données de sécurité, notamment celles relatives à l'utilisation du produit, à son stockage, ainsi qu'au port des équipements de protection individuels spécifiques. Joindre obligatoirement la fiche de données de sécurité au PPSPS. Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail.</p> <p>Les zones ou locaux dans lesquels un produit dangereux est utilisé doivent être signalés à l'attention des autres intervenants du chantier (balisage, panneaux,...), et convenablement ventilés. Appliquer toutes les mesures en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Remettre à chaque utilisateur du produit la notice d'utilisation, la commenter et l'expliquer.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
30	<p>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</p> <p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en oeuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'oeuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.
92	<p>Démolition/ déconstruction/ réhabilitation impliquant les structures porteuses</p> <p>Tenir à disposition sur le chantier les pièces justifiant les modes opératoires mis en oeuvre lors des travaux de démolition ou déconstruction.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
122	<p>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</p> <p>Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.</p>	Toutes entrep.		Avant interv.

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES ENTRE PLUSIEURS OPERATIONS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
211	<p>MULTIPLICITE DE MAITRES D'OUVRAGE</p> <p>Rappel : Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.</p> <p>Lorsque d'autres opérations sont prévues et qu'elles sont susceptibles d'interférer avec le chantier, les informations relatives à ces opérations devront être portées à la connaissance du coordonnateur SPS et du maître d'oeuvre par le maître d'ouvrage.</p> <p>Autres opérations prévues</p>			Durée chantier
212	<p>A signaler mais sans date précise les opérations autres que celle de clos couvert du bâtiment St Louis:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépollution de site (démarrage prévu Sept 24) par stockage de terres polluées prévu à un lot étrassement pour les autres opérations côté Sud. - Travaux de voiries et création de pont ainsi que de démolition d'un ancien accès pont du site (Mouv délégué SOLOREM) 			

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
34	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurisé à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
8	Numéros d'appel d'urgence - Cas général N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> SAMU : 15 ou 112 à partir d'un téléphone fixe ou mobile. Police ou Gendarmerie : 17 Sapeurs pompiers : 18 	Toutes entrep.		Immédiat
4	Information personnel chantier pour les secours Commenter, aux salariés de chantier, les consignes en cas d'accident ou d'incendie : <ul style="list-style-type: none"> conduite à tenir pour l'alerte, l'accueil et le guidage des secours localisation des PRS les actions nécessaires pour faciliter l'accès des secours au plus près des victimes liste des personnes à prévenir 	Toutes entrep.		Avant interv.
11	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
73	Moyens d'évacuation Lorsque la configuration du chantier, son environnement ou la nature des travaux les rendent nécessaires des moyens spéciaux d'évacuation des blessés (nacelle,...) doivent être présents en permanence sur le chantier. Compléter le plan d'installation de chantier en y faisant figurer les équipements, dispositifs et cheminements utilisés pour assurer les premiers secours.			Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS			

42	Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.		Ph. préparation
29	Trousse des premiers soins Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
57	TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
7	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5. Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
110	Sous-traitants Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.	Toutes entrep.		Avant interv.
109	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prenom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.	Toutes entrep.		Ph. préparation
115	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.		Avant interv.
55	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier. Demande d'inspection commune avant démarrage travaux	Toutes entrep.		Avant interv.

209	Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention , pour effectuer l'inspection commune, au 07 63 74 40 91 ou par courriel à cedric.antoine@apave.com	Toutes entrep.		Avant interv.
-----	---	----------------	--	---------------

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE GRAND EST RUE ROBERT BLUM - B.P. 245 54701 PONT A MOUSSON CEDEX France		0383804013 0383804021
Maître d'ouvrage personne physique	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE RUE ROBERT BLUM - B.P. 245 54701 PONT A MOUSSON CEDEX France	M. LE DIRECTEUR	0383804013 0383804021
Maître d'ouvrage délégué	EPFGE-ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE GRAND EST Rue Robert Blum 54700 PONT A MOUSSON France	M. MOCKELS Benoit	0383804013 0672143326 benoit.mockels@epfge.fr
Maître d'oeuvre	GROUPEMENT HEINRICH VON SPONECK & ALBERT ABUT ARCHITECTURE 9 rue Legraverend 75012 PARIS France	M. ABUT Albert	0343423144 aa@albertabutarchitecture.com
Maître d'oeuvre	GROUPEMENT HEINRICH VON SPONECK & ALBERT ABUT ARCHITECTURE 9 rue Legraverend 75012 PARIS France	M. DARCEL Olivier	0343423144 0750706034 olivier@heinrichvonsponeck.com
Maître d'oeuvre	GROUPEMENT HEINRICH VON SPONECK & ALBERT ABUT ARCHITECTURE 9 rue Legraverend 75012 PARIS France	Mme HEINRICH Léonie	0343423144 0786627953 leonie@heinrichvonsponeck.com
OPC	BSSI CONSEILS 8, rue Albert Einstein Parc Saint Jacques II 54320 MAXEVILLE France	M. BOUAZZA Sid-Ahmed	0383963330 0383968760 sidahmed.bouazza@bssi- conseils.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - NANCY 3, rue de l'Euron 54320 MAXEVILLE France	M. FRANCOIS DOMINIQUE	03 83 98 89 04 06 85 30 78 23 dominique.francois@apave.com



**CLOS-COUVERT DU BATIMENT SAINT-LOUIS RUE DES PAPETERIES -
ANOULD (88)**

INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

COORDINATION SPS

Aff. n°: 2036807-A

N° chrono: 8

Date: 20/02/24

Page: 45 / 49

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Epinal 16 quai Michelet 88025 EPINAL CEDEX France	M. ANTOINE CEDRIC	cedric.antoin@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETSPP DES VOSGES 4, avenue du Rose Poirier Parc économique du saut le Cerf 88000 EPINAL France		0329698080 ddetspp-pt-uc@vosges.gouv.fr
CRAM	CARSAT NORD EST 81-83-85 rue de METZ 54073 NANCY CEDEX France		0383341520 0383344870 antennelorraine.prevention@carsat-norddest.fr
OPPBTP	OPPBTP 54 COMITE REGIONAL NORD EST 9 rue de Tarbes 54270 ESSEY LES NANCY France		0383202003 0383209680 nancy@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	CHARPENTE METALLIQUE - COUVERTURE	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE - RAVALEMENT DE FACADE	<i>Non désigné</i>							
03	MENUISERIES METALLIQUES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB****7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX****7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER****7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)****.1.2. organismes de préventions institutionnels**